

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article IV 80, § 2, et l'article IV 84, § 2, insérés par l'article 3, entrent en vigueur le premier jour du treizième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants :

(www.lachambre.be)

Documents : 54-3621 (2018/2019)

Compte rendu intégral : 25 avril 2019.

In afwijking van het eerste lid treden artikel IV 80, § 2, en artikel IV 84, § 2, ingevoegd bij artikel 3, in werking op de eerste dag van de dertiende maand die volgt op deze waarin deze wet wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers:

(www.dekamer.be)

Stukken: 54-3621 (2018/2019)

Integraal Verslag: 25 april 2019.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2019/30491]

12 MAI 2019. — Loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue d'introduire une procédure de mise en concurrence pour la construction et l'exploitation d'installations de production dans les espaces marins sous la juridiction de la Belgique et ratifiant l'arrêté royal du 11 février 2019, modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité*

Art. 2. À l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° au point 7°, les mots "y compris le *Modular Offshore Grid*," sont insérés entre les mots "exercer sa juridiction," et les mots "ainsi qu'à l'interconnexion";

2° le point 7°ter inséré par la loi du 13 juillet 2017, est complété par le f) rédigé comme suit :

"f) toute autre installation offshore pour le transport de l'électricité y compris les transformateurs qui sont construits en fonction d'une concession domaniale octroyée conformément à l'article 6/3, ainsi que les câbles sous-marins qui connectent entre elles ces installations et qui relient le réseau de transport onshore via les manchons correspondants sur la laisse de basse mer moyenne à l'exception des équipements qui font partie d'une interconnexion offshore";

3° l'article est complété par un point 71° rédigé comme suit :

71° "parcelle" : la localisation déterminée conformément à l'article 6/4 qui se trouve dans la zone définie conformément à la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique et qui est destinée à une installation offshore de production d'électricité

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2019/30491]

12 MEI 2019. — Wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt met he oog op het invoeren van een concurrerende inschrijvingsprocedure voor de bouw en exploitatie van productie-installaties in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België en tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 11 februari 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt*

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 7°, vervangen bij de wet van 8 januari 2012, worden de woorden "met inbegrip van het *Modular Offshore Grid*" ingevoegd tussen de woorden "uitoefenen," en de woorden "evenals voor de interconnector";

2° de bepaling onder 7°ter, ingevoegd bij de wet van 13 juli 2017, wordt aangevuld met de bepaling onder f), luidende:

"f) iedere andere offshore installatie voor de transmissie van elektriciteit, met in begrip van de transformatoren die gebouwd worden in functie van een domeinconcessie verleend overeenkomstig artikel 6/3, alsook de onderzeese kabels die deze installaties onderling en met het onshore transmissienet via de overeenstemmende kabelaanlandingen op de Belgische gemiddelde laagwaterlijn verbinden met uitzondering van de uitrustingen die deel uitmaken van een offshore interconnector";

3° het artikel wordt aangevuld met een bepaling onder 71°, luidende :

71° "kavel" : de locatie aangeduid overeenkomstig artikel 6/4 die zich bevindt binnen de zone afgebakend overeenkomstig de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België en bestemd is voor een offshore

faisant l'objet d'une concession domaniale conformément à l'article 6/3."

Art. 3. À l'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 1^{er} juin 2005, les modifications suivantes sont apportées au paragraphe 1^{er}:

1° les mots "et l'organisation de l'aménagement des espaces marins" sont insérés entre les mots "du milieu marin" et les mots "dans les espaces marins";

2° les mots "jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 6/3" sont insérés entre les mots "le ministre peut" et les mots ", après avis de la commission".

Art. 4. À l'article 6/2 de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, 1°, les mots "visé à l'article 2, 7^{ter}, a) à e)" sont insérés entre les mots "Modular Offshore Grid" et les mots "doit être mise en service";

2° au § 2, les mots "visé à l'article 2, 7^{ter}, a) à e)" sont insérés entre les mots "Modular Offshore Grid" et les mots "résulte d'une faute lourde" et les mots "visé à l'article 2, 7^{ter}, a) à e)" sont insérés entre les mots "Modular Offshore Grid" et les mots ", telle qu'elle résulte".

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article 6/3 rédigé comme suit :

"Art. 6/3. § 1^{er}. Sans préjudice des concessions domaniales octroyées conformément à l'article 6, la construction et l'exploitation d'une installation pour la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables dans les espaces marins sous la juridiction de la Belgique ne sont autorisées dans les parcelles prévues à cet effet que moyennant l'octroi préalable d'une concession domaniale conformément au présent article.

§ 2. Compte tenu des dispositions adoptées en vertu des paragraphes 3 à 6 inclus, et sans préjudice des dispositions de la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique, le ministre et le ministre compétent pour l'environnement maritime et l'aménagement des espaces marins peuvent, après l'organisation d'une procédure de mise en concurrence, octroyer au soumissionnaire retenu de la procédure précitée une concession domaniale, visée au paragraphe 1^{er}, pour une durée de maximum trente ans dans laquelle sont comprises la phase de construction, la phase d'exploitation et la phase de démantèlement.

§ 3. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de la commission, le Roi détermine le déroulement de la procédure de mise en concurrence, les conditions et la procédure d'octroi des concessions domaniales et les conditions générales pour l'utilisation des parcelles, et notamment :

1° les modalités complémentaires de la procédure de mise en concurrence et le contenu du cahier des charges, en veillant à assurer une publicité appropriée, une concurrence effective et une égalité de traitement de l'ensemble des candidats y participant. Les règles organisant la procédure de mise en concurrence garantissent notamment que le choix du soumissionnaire retenu ayant déposé la meilleure offre intervienne de manière simultanée avec l'attribution des permis et autorisations requis en vertu de la loi du 13 juin 1969 sur l'exploration et l'exploitation des ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental et de la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique;

2° les critères de recevabilité auxquels doivent répondre les candidats aux procédures de mise en concurrence, qui peuvent entre autres se rapporter à la capacité technique, organisationnelle, financière et professionnelle du soumissionnaire;

3° les critères d'octroi objectifs, non discriminatoires et transparents par lesquels un classement est établi et par lesquels le soumissionnaire retenu de la procédure de mise en concurrence est désigné;

4° les règles en matière de conclusion du lien contractuel entre l'État belge et le soumissionnaire retenu de la procédure de mise en concurrence, les droits et obligations des parties, ainsi que les règles en matière de changement de contrôle, fusion ou scission du titulaire d'une concession domaniale;

5° les règles en matière de transfert, de suspension totale ou partielle et de retrait d'une concession domaniale;

installatie voor de productie van elektriciteit die het voorwerp uitmaakt van een domeinconcessie overeenkomstig artikel 6/3."

Art. 3. In artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 1 juni 2005, worden in paragraaf 1 de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning" worden ingevoegd tussen de woorden "het mariene milieu" en de woorden "in de zeegebieden";

2° de woorden "tot de inwerkingtreding van artikel 6/3" worden ingevoegd tussen de woorden "kan de minister" en de woorden ", na advies van de commissie".

Art. 4. In artikel 6/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, 1°, worden de woorden "bedoeld in artikel 2, 7^{ter}, a) tot e)" ingevoegd tussen de woorden "Modular Offshore Grid" en de woorden "in dienst";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "bedoeld in artikel 2, 7^{ter}, a) tot en met e)" ingevoegd tussen de woorden "Modular Offshore Grid" en het woord "echter", en wordt de paragraaf aangevuld met de woorden "bedoeld in artikel 2, 7^{ter}, a) tot e)".

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 6/3 ingevoegd, luidende :

"Art 6/3. § 1. Onverminderd de domeinconcessies verleend overeenkomstig artikel 6 is de bouw en exploitatie van een installatie voor de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België slechts toegestaan in de daartoe voorziene kavels voor zover daartoe voorafgaandelijk een domeinconcessie werd verkregen overeenkomstig dit artikel.

§ 2. Met inachtneming van de bepalingen vastgesteld krachtens paragrafen 3 tot en met 6, en onverminderd de bepalingen van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, kunnen de minister en de minister bevoegd voor het mariene milieu en mariene ruimtelijke planning na de organisatie van een concurrerende inschrijvingsprocedure aan de geselecteerde inschrijver van voornoemde procedure een domeinconcessie, bedoeld in paragraaf 1, verlenen voor een duur van maximum dertig jaar waarin zowel de bouwfase, exploitatiefase en de ontmantelingsfase begrepen moeten zijn.

§ 3. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de commissie, bepaalt de Koning het verloop van de concurrerende inschrijvingsprocedure, de voorwaarden en procedure tot toekenning van de domeinconcessies en de algemene voorwaarden voor het gebruik van de kavels, en inzonderheid :

1° de nadere regels van de concurrerende inschrijvingsprocedure en de inhoud van het bestek, met zorg voor een gepaste publiciteit, een daadwerkelijke mededinging en gelijke behandeling van alle kandidaten die deelnemen. De regels die de concurrerende inschrijvingsprocedure organiseren zorgen er in het bijzonder voor dat de keuze voor de winnende inschrijver die de meest gunstige inschrijving heeft ingediend gelijktijdig zal gebeuren met de toekenning van de vergunningen en machtigingen vereist krachtens de wet van 13 juni 1969 inzake de exploratie en de exploitatie van niet -levende rijkdommen van de territoriale zee en het continentaal plat en de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;

2° de ontvankelijkheidscriteria waaraan de kandidaten van de concurrerende inschrijvingsprocedures dienen te voldoen, die onder meer betrekking hebben op de technische, organisatorische, financiële en professionele capaciteit van de inschrijver;

3° de objectieve, niet-discriminerende en transparante toekenningscriteria op basis waarvan een rangorde wordt opgemaakt en de geselecteerde inschrijver van de concurrerende inschrijvingsprocedure wordt aangeduid;

4° de regels inzake het sluiten van de contractuele band tussen de Belgische staat en de geselecteerde inschrijver van de concurrerende inschrijvingsprocedure, de rechten en plichten van de partijen, alsook de regels inzake controlewijziging, fusie of splitsing van de titularis van een domeinconcessie;

5° de regels inzake de overdracht, gehele of gedeeltelijke ontheffing en intrekking van de domeinconcessie;

6° les règles relatives au démarrage et à la durée de la concession domaniale, de la phase de construction, de la phase d'exploitation et de la phase de démantèlement;

7° les activités que le titulaire d'une concession domaniale peut développer à côté de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables dans les parcelles concernées;

8° les garanties financières que le titulaire d'une concession domaniale doit constituer;

9° la mesure dans laquelle et les modalités par lesquelles la participation citoyenne peut être prévue par le titulaire d'une concession domaniale;

10° le cas échéant, le soutien d'une durée de maximum 15 ans, conformément à l'article 7;

11° les règles relatives à la renonciation à la concession domaniale par le titulaire de la concession domaniale et l'indemnité compensatoire de résiliation qui sera due à cet effet.

§ 4. En concertation avec le ministre, le ministre compétent pour l'environnement maritime et l'aménagement des espaces marins et la commission, le gestionnaire du réseau réalise toutes les études nécessaires pour l'extension du *Modular Offshore Grid* visée à l'article 2, 7^oter, f). Les coûts encourus par le gestionnaire du réseau pour la réalisation de ces études sont couverts par les tarifs du gestionnaire du réseau visés à l'article 12.

§ 5. Avant le lancement d'une procédure de mise en concurrence, le ministre et le ministre compétent pour l'environnement maritime et l'aménagement des espaces marins, en concertation avec la commission et le gestionnaire du réseau, réalisent toutes les études nécessaires en rapport avec la localisation des installations visées au paragraphe 1^{er} et font certifier les résultats de ces études.

§ 6. Le cahier des charges pour les procédures de mise en concurrence est publié au *Moniteur belge* et au Journal officiel de l'Union européenne au moins six mois avant la date limite pour le dépôt des offres.

§ 7. L'article 4 n'est pas applicable aux installations visées au paragraphe 1^{er}."

Art. 6. Dans la même loi, il est inséré un article 6/4 rédigé comme suit :

"Art. 6/4. § 1^{er}. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de la commission et consultation du gestionnaire du réseau, le ministre et le ministre compétent pour l'environnement maritime et l'aménagement des espaces marins déterminent entre autres la localisation, la dimension et le nombre de parcelles faisant l'objet d'une concession domaniale conformément à l'article 6/3. Dans le même arrêté sont également inclus les résultats des études visées à l'article 6/3, §§ 4 et 5, ainsi que la localisation des éléments du réseau de transport visés à l'article 2, 7^oter, f). Ces dernières informations sont reprises dans le cahier des charges de la procédure de mise en concurrence.

En vue de l'identification des parcelles visées à l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte :

1° de l'accomplissement des fonctions sociétales de la mer, dont l'importance d'une utilisation efficace de l'espace de la mer;

2° des conséquences d'une désignation pour des tiers;

3° de l'intérêt environnemental;

4° des coûts de réalisation d'une installation pour la production d'électricité dans la parcelle;

5° de l'intérêt du raccordement le plus optimal et rentable de l'installation de production au *Modular Offshore Grid*."

§ 2. Le gestionnaire du réseau met en place un projet d'extension du *Modular Offshore Grid* visé à l'article 2, 7^oter, f). Ce projet est soumis à l'avis de la Commission et est soumis à l'approbation du ministre et du ministre compétent pour l'environnement maritime et l'aménagement des espaces marins.

Art. 7. Dans la même loi, il est inséré un article 6/5 rédigé comme suit :

"Art 6/5. § 1^{er}. Les installations pour la production d'électricité qui font l'objet d'une concession domaniale visée à l'article 6/3 sont raccordées au *Modular Offshore Grid*. Le gestionnaire de réseau détermine le point de raccordement au *Modular Offshore Grid* ainsi que les prescriptions techniques à respecter par le titulaire d'une concession domaniale, en vue du raccordement de son installation. Tant la localisation du point de raccordement que les prescriptions techniques sont reprises dans le cahier des charges de la procédure de mise en concurrence.

6° de regels inzake de start en duur van de domeinconcessie, de bouwfase, de exploitatiefase en ontmantelingsfase;

7° de activiteiten die de titularis van een domeinconcessie kan ontwikkelen naast de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen in de desbetreffende kavel;

8° de financiële zekerheden die de titularis van een domeinconcessie dient te stellen;

9° de mate waarin en de wijze waarop burgerparticipatie door de titularis van een domeinconcessie kan worden voorzien;

10° in voorkomend geval, de steun overeenkomstig artikel 7 voor een maximale duurtijd van 15 jaar;

11° de regels inzake verzaking aan de domeinconcessie door de domeinconcessiehouder en de verzakingsvergoeding die daarvoor zal moeten worden betaald.

§ 4. In overleg met de minister, de minister bevoegd voor het mariene milieu en mariene ruimtelijke planning en de commissie, voert de netbeheerder alle noodzakelijke studies uit voor de uitbreiding van het *Modular Offshore Grid* bedoeld in artikel 2, 7^oter, f). De door de netbeheerder opgelopen kosten voor de opmaak van deze studies worden gedekt door de tarieven van de netbeheerder bedoeld in artikel 12.

§ 5. Voorafgaand aan de concurrerende inschrijvingsprocedure voeren de minister en de minister bevoegd voor het mariene milieu en mariene ruimtelijke planning in overleg met de commissie en de netbeheerder alle noodzakelijke studies uit met betrekking tot de locatie van de installaties bedoeld in paragraaf 1 en laten de resultaten van deze studies certificeren.

§ 6. Het bestek voor de concurrerende inschrijvingsprocedures wordt minstens zes maanden vóór de uiterste datum voor indiening van de biedingen in het *Belgisch Staatsblad* en in het Publicatieblad van de Europese Unie bekendgemaakt.

§ 7. Artikel 4 is niet van toepassing op de installaties bedoeld in paragraaf 1."

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 6/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 6/4. § 1. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de commissie en na raadpleging van de netbeheerder, bepalen de minister en de minister bevoegd voor het mariene milieu en mariene ruimtelijke planning onder meer de locatie, de omvang en het aantal kavels die voorwerp uitmaken van een domeinconcessie overeenkomstig artikel 6/3. In hetzelfde besluit worden eveneens de resultaten van de studies bedoeld in artikel 6/3, §§ 4 en 5, opgenomen alsook de locatie van de transmissieelementen bedoeld in artikel 2, 7^oter, f). Deze laatste informatie zal in het bestek van de concurrerende inschrijvingsprocedure worden opgenomen.

Met het oog op de identificatie van de kavels bedoeld in het eerste lid wordt rekening gehouden met:

1° de vervulling van maatschappelijke functies van de zee, waaronder het belang van een doelmatig ruimtegebruik van de zee;

2° de gevolgen van een aanwijzing voor derden;

3° het milieubelang;

4° de kosten om een installatie voor de productie van elektriciteit in de kavel te realiseren;

5° het belang van de meest optimale en kostenefficiënte aansluiting van de productie- installatie op het *Modular Offshore Grid*."

§ 2. De netbeheerder stelt een ontwerp van uitbreiding van het *Modular Offshore Grid* bedoeld in artikel 2, 7^oter, f), op. Dit ontwerp is onderworpen aan het advies van de Commissie en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister en de minister bevoegd voor het mariene milieu en mariene ruimtelijke planning.

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 6/5 ingevoegd, luidende:

"Art 6/5. § 1. Installaties voor de productie van elektriciteit die het voorwerp uitmaken van een in artikel 6/3 bedoelde domeinconcessie worden aangesloten op het *Modular Offshore Grid*. De netbeheerder bepaalt het aansluitingspunt op het *Modular Offshore Grid* en de door de titularis van een domeinconcessie te respecteren technische voorschriften met het oog op de aansluiting van zijn installatie. Zowel de locatie van het aansluitingspunt als de technische voorschriften worden opgenomen in het bestek van de concurrerende inschrijvingsprocedure.

§ 2. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition de la commission, le Roi détermine, après concertation avec le gestionnaire du réseau, la date ultime à laquelle chaque partie de l'extension du *Modular Offshore Grid* visé à l'article 2, 7^oter, f), doit être mise en service.

§ 3. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition de la commission, le Roi met en place un dispositif d'indemnisation au profit des titulaires concernés d'une concession domaniale visée à l'article 6/3, au cas où tout ou partie de l'extension du *Modular Offshore Grid* visé à l'article 2, 7^oter, f), ne serait pas en service à la date déterminée en vertu du paragraphe 2, ou en cas d'indisponibilité totale ou partielle du *Modular Offshore Grid* après sa mise en service.

§ 4. Les arrêtés visés au paragraphes 2 et 3 sont réputés n'avoir jamais produit d'effet s'ils n'ont pas été confirmés par une loi dans les douze mois de leur date d'entrée en vigueur.

§ 5. La répercussion dans les tarifs du gestionnaire du réseau des coûts issus d'une indemnisation résultant du paragraphe 3 se fait en application de la méthodologie tarifaire visée à l'article 12. Toutefois, dans l'hypothèse où l'indisponibilité totale ou partielle du *Modular Offshore Grid* visé à l'article 2, 7^oter, f), résulte d'une faute lourde ou intentionnelle du gestionnaire du réseau, le coût de l'indemnisation est mis à sa charge par la commission, proportionnellement à sa faute, sans pour autant pouvoir excéder, pour l'ensemble des événements intervenus au cours d'une année donnée, la rémunération qui lui est octroyée pour cette même année au titre de la réalisation et de la gestion du *Modular Offshore Grid* visé à l'article 2, 7^oter, f), telle qu'elle résulte de la méthodologie tarifaire."

Art. 8. À l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2012 les mots "à l'article 6" du premier alinéa du premier paragraphe sont remplacés par les mots "aux articles 6 et 6/3".

Art. 9. À l'article 13/1, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2017, dans le point 8^o, les mots "ou une concession domaniale sur la base de l'article 6/3" sont insérés entre les mots "sur la base de l'article 6" et les mots "ou l'utilisation de", et les mots "d'une telle concession" sont remplacés par les mots "de telles concessions".

Art. 10. À l'article 21, alinéa 1^{er} de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2013, les mots "à l'article 6", tant après les mots "la protection de l'environnement dans les espaces marins visés" qu'après les mots "à partir de sources d'énergie renouvelables dans les espaces marins visés", sont remplacés par les mots "aux articles 6 et 6/3".

CHAPITRE 3. — *Confirmation de l'arrêté royal du 11 février 2019 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables*

Art. 11. L'arrêté royal du 11 février 2019 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables est confirmé avec effet au 3 mars 2019, date de son entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Énergie,
M. C. MARGHEM

Le Ministre de la Mer du Nord,

Ph. DE BACKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants :

(www.lachambre.be)

Documents : 54-3581 (2018/2019)

Compte rendu intégral : 4 avril 2019.

§ 2. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de commissie, zal de Koning na overleg met de netbeheerder de uiterste datum bepalen waarop elk deel van de uitbreiding van het *Modular Offshore Grid* bedoeld in artikel 2, 7^oter, f), in dienst moet gesteld zijn.

§ 3. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de commissie, zal de Koning een vergoedingssysteem instellen ten behoeve van de betrokken titularissen van een domeinconcessie bedoeld in artikel 6/3, ingeval de uitbreiding van het *Modular Offshore Grid* bedoeld in artikel 2, 7^oter, f), geheel of gedeeltelijk niet in dienst zou gesteld zijn op de datum bepaald krachtens paragraaf 2, of ingeval van een volledige of gedeeltelijke onbeschikbaarheid van het *Modular Offshore Grid* na de indieningstelling ervan.

§ 4. De besluiten bedoeld in paragrafen 2 en 3 worden geacht nooit uitwerking te hebben gehad, indien ze niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van hun inwerkingtreding.

§ 5. De doorrekening in de tarieven van de netbeheerder van de kosten van een uit paragraaf 3 resulterende vergoeding gebeurt met toepassing van de tariefmethodologie bedoeld in artikel 12. Wanneer de volledige of gedeeltelijke onbeschikbaarheid van het *Modular Offshore Grid* bedoeld in artikel 2, 7^oter, f), echter te wijten is aan een zware of opzettelijke fout van de netbeheerder, wordt de kost van de vergoeding door de commissie te zijnen laste gelegd in evenredig verband met zijn fout zonder dat die, voor het geheel van de gebeurtenissen die gedurende een gegeven jaar plaatsvinden, hoger mag zijn dan de vergoeding, resulterend uit de tariefmethodologie, die hem tijdens datzelfde jaar wordt toegekend voor de verwezenlijking en het beheer van het *Modular Offshore Grid* bedoeld in artikel 2, 7^oter, f)."

Art. 8. In artikel 7, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2012 worden de woorden "artikel 6" vervangen door de woorden "de artikelen 6 en 6/3".

Art. 9. In artikel 13/1, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 13 juli 2017, worden in de bepaling onder 8^o de woorden "of een domeinconcessie op basis van artikel 6/3" ingevoegd tussen de woorden "op basis van artikel 6" en de woorden "of het gebruik van", en worden de woorden "zo een concessie" vervangen door de woorden "zulke concessies".

Art. 10. In artikel 21, eerste lid, 1^o, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 december 2013, worden de woorden "in artikel 6" na de woorden "de milieubescherming in de mariene gebieden bedoeld" en na de woorden "uit hernieuwbare energiebronnen in de mariene gebieden bedoeld" vervangen door de woorden "in de artikelen 6 en 6/3".

HOOFDSTUK 3. — *Bekrachtiging van het koninklijk besluit van 11 februari 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen*

Art. 11. Het koninklijk besluit van 11 februari 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen wordt bekrachtigd met ingang van 3 maart 2019, de dag van de inwerkingtreding ervan.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM

De Minister van de Noordzee,

Ph. DE BACKER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-3581 (2018/2019)

Integraal Verslag : 4 april 2019.